

Est-ce que la planète luttera enfin contre la «menace existentielle» du plastique?



Photo: Johan Ordóñez Agence France-Presse

Plus de 90% du plastique produit sur la planète n'est pas recyclé, et une part importante se retrouve dans l'environnement, et notamment dans les cours d'eau, comme ici, dans une rivière du Guatemala.

Alexandre Shields journal Le Devoir 25 novembre 2024

La communauté internationale doit parvenir cette semaine à s'entendre sur le premier traité de lutte contre la « menace existentielle » que représente la pollution plastique. Malgré le fait que cette matière est toujours très peu recyclée et que ses impacts se font sentir jusque sur la santé humaine, plusieurs pays, surtout des producteurs de pétrole, ne veulent rien savoir d'une baisse de la production, promise à une forte augmentation dans les années à venir.

« Cette conférence est bien plus que la rédaction d'un traité international. C'est l'humanité qui se mobilise face à une menace existentielle », a résumé lundi le diplomate équatorien qui préside les débats, Luis Vayas Valdivieso, au moment où s'ouvrait la rencontre réunissant 175 pays à Busan, en Corée du Sud. Ce rendez-vous est le [cinquième et dernier cycle de négociations](#) sur un traité contre la pollution plastique.

Quelle que soit la position des pays sur les moyens à prendre pour parvenir à réduire cette menace grandissante, les chiffres sont les mêmes : la production annuelle mondiale de plastique [dépasse aujourd'hui les 460 millions de tonnes](#), et elle devrait au moins doubler d'ici 2040.

Or, moins de 10 % du plastique produit chaque année est recyclé, selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le reste représente notamment [une menace environnementale](#) qui parvient à se frayer un chemin dans toutes les régions de la planète, des pôles aux abysses, et jusque dans le corps humain, sous la forme de microparticules qui ont été [trouvées même dans du lait maternel](#).

Pétrole et plastique

Malgré les constats de la science, les pays réunis à Busan cette semaine sont encore loin de la conclusion d'un accord qui serait suffisamment ambitieux, en raison des visions qui s'affrontent.

D'un côté, il y a un peu plus de 60 pays réunis au sein de la « Coalition de haute ambition », qui regroupe des États africains, européens et asiatiques. Ceux-ci plaident pour un traité couvrant l'ensemble du « cycle de vie » des plastiques, de la production aux déchets. Ils veulent aussi faire inscrire des objectifs contraignants de réduction de la production ainsi que des changements dans la conception afin de faciliter la réutilisation.

Le camp adverse, principalement composé des gros producteurs de pétrole, comme la Russie, l'Iran et l'Arabie saoudite, compte peser de tout son poids en faveur d'un traité peu contraignant qui ciblerait le recyclage et la gestion des déchets, sans remettre en cause la production.

Il faut dire que pour l'industrie des énergies fossiles, le plastique représente une voie d'avenir, notamment dans un contexte d'électrification des transports. L'appétit pour cette matière représente aujourd'hui environ 12 % de la demande pétrolière mondiale et plus de 8 % de la demande en gaz naturel, selon une étude réalisée par le Laboratoire national Lawrence-Berkeley, géré par l'Université de la Californie. Et cette part devrait atteindre 20 % d'ici 2050, selon le Programme des Nations unies pour le développement.

Résultat : les émissions de gaz à effet de serre associées à cette production dépassent déjà les 2,25 milliards de tonnes, et elles devraient grimper jusqu'à 6,8 milliards de tonnes en 2050. C'est l'équivalent de 1700 centrales carburant au charbon. Le plastique est donc aussi, plus que jamais, une menace grandissante pour le climat de la planète.

À LIRE AUSSI

- [Les quatre politiques qui élimineraient la pollution plastique, selon une étude](#)
- [L'humanité s'inflige une «crise existentielle» en détruisant la nature, met en garde l'ONU à Cali](#)
- [En route vers un réchauffement à 2,6°C, l'ONU appelle à un «bond en avant»](#)

Affronter la « crise » ?

En raison des divisions profondes entre les pays qui tentent de parvenir à un traité, les quatre premières séances n'ont pas permis de dégager de consensus sur les questions cruciales. Luis Vayas Valdivieso a donc choisi de proposer [un projet de texte dès le début de la rencontre de Busan](#), espérant faire avancer les discussions plus rapidement.

Le message de l'ONU a d'ailleurs été clair lundi : les négociations ne doivent pas échouer, et ce, malgré le contexte politique difficile, qui a mené à de vives déceptions lors des derniers sommets sur la crise climatique ([COP29](#)) et sur la biodiversité ([COP16](#)).

Directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement, Inger Andersen a résumé ainsi les résultats attendus : « ce n'est pas un traité sur la gestion des déchets » qui est négocié [...], et il est « très clair » que les négociateurs doivent traiter « l'ensemble du cycle de vie des plastiques », y compris la production. [« Personne ne veut trouver de plastique dans le placenta »](#) des femmes enceintes « ou dans le sang des bébés », a-t-elle laissé tomber, en évoquant « une crise du plastique massive » dans le monde.

Professeur au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal et expert du droit international de l'environnement, Alexandre Lillo estime également que cette matière omniprésente est devenue un véritable « fléau » qui met aussi en lumière « des inégalités entre les pays du Nord et du Sud », qui ne sont pas touchés au même titre par cette pollution et qui n'ont pas les mêmes moyens pour s'y attaquer.

M. Lillo constate d'ailleurs que la division qui existe dans les négociations climatiques « entre les pays producteurs de pétrole et les pays en développement » est également présente dans les discussions à Busan. S'il dit donc redouter la conclusion d'un traité qui manquerait d'ambition, il juge qu'il faudra un jour évoquer le rôle du « modèle économique » capitaliste, qui favorise une utilisation à très grande échelle du plastique depuis les années 1950. « Cette utilisation massive est liée à une volonté de réduction des coûts et de maximisation des profits. Il faut aborder ces questions. »

Chef de la délégation de Greenpeace présente en Corée du Sud, Graham Forbes presse les États de mettre de côté les « intérêts » de l'industrie des énergies fossiles, qui est partisane du maintien de la production. « Un traité faible est un traité raté. Nous avons besoin d'un accord ambitieux et juridiquement contraignant qui réduit la production de plastique et qui met fin aux plastiques à usage unique afin de protéger notre santé, nos communautés, notre climat et notre planète. »

Le Canada estime que la pollution plastique « a atteint un point critique »

Le gouvernement de Justin Trudeau se dit « déterminé à conclure le tout premier accord mondial sur la pollution plastique », et ce, afin de lutter contre un problème qui « souille notre environnement, cause du tort à nos écosystèmes et représente des menaces pouvant compromettre la santé humaine ».

Dans une déclaration écrite [publiée en prévision du début des négociations](#), le gouvernement fédéral promet de collaborer avec les autres pays en vue d'un « accord mondial ambitieux et efficace ». Ottawa dit ainsi appuyer « les restrictions, les interdictions, les éliminations progressives et les exigences relatives à certains produits de plastique et produits chimiques préoccupants dans les plastiques ». Le Canada est en outre favorable « à des mesures musclées pour permettre une consommation et une production durables ».